

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/1993/L.10/Add.19  
11 mars 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-neuvième session  
Point 30 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION

Rapporteur : M. Zdzislaw KEDZIA (Pologne)

TABLE DES MATIERES \*/

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
XIX. RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-QUATRIEME SESSION .....	1 - 43	

---

\*/ Le document E/CN.4/1993/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatif à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolutions et de décisions appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, sont présentés dans le document E/CN.4/1993/L.11 et ses additifs.

XIX. RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-QUATRIEME SESSION

1. La Commission a examiné le point XIX de l'ordre du jour de sa 25ème à sa 27ème séance, les 17 et 18 février, et à sa 57ème séance, le 5 mars 1993 2/.

2. La Commission était saisie des documents suivants :

Rapport du Secrétaire général sur le projet de programme d'action pour la prévention de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, établi conformément à la résolution 1992/36 de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1993/58 et Add.1);

Note du secrétariat sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage (E/CN.4/1993/59);

Rapport de M. Miguel Alfonso Martínez, président de la quarante-quatrième session de la Sous-Commission, établi conformément au paragraphe 14 de la résolution 1993/66 de la Commission des droits de l'homme et à la décision 1992/238 du Conseil économique et social (E/CN.4/1993/60);

Exposé écrit du Mouvement international de la réconciliation (E/CN.4/1993/NGO/36).

3. A la 25ème séance, le 17 février 1993, M. Miguel Alfonso Martínez, président de la quarante-quatrième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, a présenté son rapport (E/CN.4/1993/60), établi conformément au paragraphe 14 de la résolution 1992/66 de la Commission.

4. Au cours du débat général sur le point 19, des déclarations 3/ ont été faites par les représentants des pays suivants : Australie (25ème), Canada (25ème), Chili (26ème), Chine (26ème), Etats-Unis d'Amérique (26ème), Nigéria (25ème), Pays-Bas (27ème), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25ème) et Venezuela (27ème).

5. La Commission a entendu une déclaration de l'observateur de la Norvège (25ème).

6. La Commission a également entendu les déclarations des organisations non gouvernementales suivantes : Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des Eglises (26ème), Conseil des points cardinaux (26ème), Grand Conseil des Cris du Québec (25ème),

Conseil indien d'Amérique du Sud (25ème), Fédération abolitionniste internationale (27ème), Association internationale contre la torture (25ème), International Educational Development (26ème), International Federation for the Protection of Rights of Ethnic, Religious, Linguistic and Other Minorities (27ème), Mouvement international de la réconciliation (26ème), Conseil international des traités indiens (27ème), Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (27ème), International Work Group on Indigenous Affairs (26ème), Conférence circumpolaire inuit (25ème), Fédération latino-américaine des associations des familles de détenus-disparus (27ème), Libération (26ème), Minority Rights Group (27ème), Pax Christi (26ème).

7. A la 27ème séance, le 18 février 1993, le représentant du Japon et le représentant de la République de Corée ont exercé leur droit de réponse.

8. A la même séance, le Président de la quarante-quatrième session de la Sous-Commission a fait une déclaration finale.

9. A sa 57ème séance, le 5 mars 1993, la Commission a examiné les projets de résolution et le projet de décision présentés au titre du point 19.

10. Le représentant des Pays-Bas a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.58, qui avait pour auteurs les pays suivants : Chypre, Grèce\*, Irlande\*, Nigéria, Pays-Bas, Pologne, Portugal et Roumanie. Par la suite, l'Angola s'est joint aux auteurs du projet.

11. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

12. Pour le texte adopté, voir, à la section A du chapitre II, la résolution 1993/26.

13. A la même séance, le représentant des Pays-Bas a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.59, qui avait pour auteurs les pays suivants : Chypre, Danemark\*, Grèce\*, Irlande\*, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque et Roumanie. La Belgique\*, la Colombie, la République islamique d'Iran, les Philippines\* et la République de Corée se sont par la suite joints aux auteurs.

14. Les représentants de Cuba, des Pays-Bas et de la République arabe syrienne ont fait une déclaration au sujet du projet de résolution.

15. Le représentant de Cuba a proposé de modifier le projet de résolution en insérant au paragraphe 4 du dispositif les mots "s'ils le souhaitent" entre les mots "dans les meilleurs délais ou bien" et les mots "à expliquer par écrit...".

page 4

16. La modification du représentant de Cuba a été acceptée par les auteurs.

17. Le projet de résolution, ainsi révisé oralement, a été adopté sans être mis aux voix.

18. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer la position de sa délégation.

19. Pour le texte adopté, voir, à la section A du chapitre II, la résolution 1993/27.

20. A la même séance, le représentant de l'Allemagne a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.60, qui avait pour auteurs les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique\*, Cameroun, Danemark\*, Espagne\*, Ethiopie\*, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce\*, Irlande\*, Islande\*, Italie\*, Japon, Luxembourg\*, Norvège\*, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal\* et Suède\*. Par la suite, les Etats-Unis d'Amérique, la République de Corée et la Roumanie se sont joints aux auteurs et la France s'en est retirée.

21. Le représentant de l'Allemagne a modifié oralement le projet de résolution en supprimant, au paragraphe 6 du dispositif, les mots "ses travaux et" entre "lui présenter" et "leurs conclusions".

22. Le représentant de Cuba a fait une déclaration au sujet du projet de résolution.

23. Le projet de résolution, ainsi révisé oralement, a été adopté sans être mis aux voix.

24. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la République islamique d'Iran et du Venezuela ont fait une déclaration pour expliquer la position de leur délégation.

25. Pour le texte adopté, voir, à la section A du chapitre II, la résolution 1993/28.

26. A la même séance, le représentant du Canada a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.65, qui avait pour auteurs les pays suivants : Algérie\*, Allemagne, Argentine, Australie, Canada, Chypre, Danemark\*, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, Grèce\*, Nigéria, Norvège\*, République islamique d'Iran, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal\*, Suède\* et Turquie\*. Par la suite, l'Angola, la Barbade, El Salvador\*, l'Irlande\*, l'Italie\* et les Philippines se sont joints aux auteurs.

27. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

28. Pour le texte adopté, voir, à la section A du chapitre II, la résolution 1993/29.

29. A la même séance, le représentant du Canada a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.66, qui avait pour auteurs les pays ci-après : Australie, Bolivie\*, Canada, Colombie\*, Chypre, Danemark\*, Fédération de Russie, Grèce\*, Hongrie\*, Mexique, Norvège\*, Nouvelle-Zélande\*, Sénégal\* et Suède. Par la suite, l'Angola, les Pays-Bas et les Philippines\* se sont joints aux auteurs.

30. Le représentant du Canada a révisé oralement le projet de résolution comme suit :

a) Un nouveau paragraphe 2 a été ajouté, ce qui a nécessité la renumérotation des paragraphes ultérieurs;

b) L'ancien paragraphe 11 a été modifié pour se lire comme suit : "Prie le Groupe de travail sur les populations autochtones, en n'épargnant aucun effort, à sa onzième session, ... d'achever l'examen du projet ...".

31. Le projet de résolution ainsi révisé oralement a été adopté sans être mis aux voix.

32. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer la position de sa délégation.

33. Pour le texte adopté, voir, à la section A du chapitre II, la résolution 1993/30.

34. Compte tenu de l'adoption de la résolution 1993/30 (voir par. 29 à 31), la Commission a décidé de ne pas se prononcer sur le projet de décision 10, que la Sous-Commission lui avait recommandé d'adopter (voir E/CN.4/1993/2, chap. I, sect. B).

35. A la même séance, le représentant du Canada a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.67 qui avait pour auteurs les pays suivants : Autralie, Bolivie\*, Canada, Chypre, Colombie, Grèce\*, Mexique, Norvège\*, Nouvelle-Zélande\*, Sénégal\* et Suède. Par la suite, l'Angola, le Brésil, la Finlande et les Pays-Bas se sont joints aux auteurs.

36. Le représentant du Canada a modifié oralement le projet de résolution; le paragraphe 6 a) devait se lire comme suit : "D'autoriser le Groupe de travail à se réunir durant les deux jours ouvrables précédant la quarante-cinquième session de la Sous-Commission, et de faire tout son possible pour mettre au point ...", et que le paragraphe 10 devait se lire

page 6

comme suit : "Prie le Groupe de travail sur les populations autochtones, en n'épargnant aucun effort, à sa onzième session, et la Sous-Commission ...".

37. Le projet de résolution, ainsi révisé oralement, a été adopté sans être mis aux voix.

38. Les représentants du Chili et de la France ont fait une déclaration pour expliquer la position de leur délégation.

39. Pour le texte adopté, voir, à la section A du chapitre II, la résolution 1993/31.

40. Compte tenu de l'adoption de la résolution 1993/31 (voir par. 35 à 39), la Commission a décidé de ne pas se prononcer sur le projet de décision 9, que la Sous-Commission lui recommandait d'adopter (voir E/CN.4/1993/2, chap. I, sect. B).

41. A la même séance, la Commission a examiné le projet de décision 13 que la Sous-Commission lui recommandait d'adopter (voir E/CN.4/1993/2, chap. I, sect. B).

42. Le projet de décision a été adopté sans être mis aux voix.

43. Pour le texte adopté, voir, à la section B du chapitre II, la décision 1993/195.

-----